

MAPA / Consultation n°2025-04

Marché de maîtrise d'œuvre en application du code de la commande
publique

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'AMENAGEMENT DES ABORDS
DE L'ÎLOT 08 A ST-JACQUES DE LA LANDE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Remise des offres

Date limite de réception : **Le 3 avril 2025 à 12h00**

Ville de Saint Jacques de la Lande
1 rue François Mitterrand
35136 Saint-Jacques de la Lande
Tél : 02.99.29.75.30

SOMMAIRE

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 FORME DU MARCHÉ	3
1.2 MODE DE PASSATION	3
1.3 CONTENU DE LA MISSION	3
2. DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION	4
2.1 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	4
3.1 NEGOCIATION	4
3.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
3.3 VARIANTES	4
3.4 PSE (PRESTATION SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES)	5
3.5 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.6 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
3.7 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
3.8 VISITE DU SITE	5
3.9 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
4.1 ELEMENTS NECESSAIRES A LA SELECTION DES CANDIDATURES	6
<u>4.1.2.1 Les pièces administratives</u>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<u>4.1.2.2 Les pièces techniques :</u>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<u>4.1.1 Analyse des candidatures :</u>	7
4.2 ELEMENTS NECESSAIRES AU CHOIX DE L'OFFRE	7
4.3 CERTIFICAT ELECTRONIQUE ET SIGNATURE ELECTRONIQUE	8
5. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
5.1 DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS	10
6. JUGEMENT DES OFFRES	10
7. ATTRIBUTION DU MARCHÉ	11
8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
9. PROCEDURES DE RECOURS	12

1. Objet et étendue de la consultation

La présente consultation de maîtrise d'œuvre concerne l'aménagement des abords du programme Kanopy, dit ilot 08 à St-Jacques de la Lande.

Le coût estimatif des travaux est de 300 000 € HT.

Les éléments techniques du dossier sont décrits dans le cahier des clauses techniques et le programme joints à la présente consultation.

1.1 Forme du marché

Le marché est passé à prix global et forfaitaire. Tous les frais du titulaire relatifs à l'accomplissement de sa mission qu'il s'agisse de temps passé, frais de secrétariat, établissement de documents, frais généraux, frais de déplacements et divers sont réputés compris dans le prix forfaitaire.

Le présent marché est non alloti, la dévolution risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le marché pourra être modifié conformément aux articles L.2194-1 et 2 du code de la commande publique.

Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

1.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 Contenu de la mission

Mission de maîtrise d'œuvre article R.2431-24 à R.2431-31 du Code de la commande publique

Missions de base	
AVP	Avant-projet
PRO/DCE	Etudes de projet
ACT	L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés Publics de travaux
VISA	Visa des études d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des marchés publics de travaux
AOR	Assistances aux opérations de réception et accompagnement parfait achèvement
Missions complémentaires	
OPC	Ordonnancement, pilotage, coordination

2. Durée du marché et délai d'exécution

Le démarrage de la prestation débute à la date de notification de l'ordre de service.

La durée du marché est de 15 mois -

Durée des études prévisionnelles : 8 mois - Durée du chantier prévisionnel : 7 mois

Elle s'achève à la plus tardive des deux dates suivantes :

- Expiration du délai de la garantie de parfait achèvement des marchés de travaux relatif à l'ouvrage à contrôler ;
- Levées de réserves de réception constatée après procès-verbal.

2.1 Nomenclature communautaire

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71200000-0	Service d'architecture, services de construction, service d'ingénierie et service d'inspection

3. Organisation de la consultation

3.1 Négociation

Après examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité, d'engager des négociations avec les soumissionnaires, en organisant un ou plusieurs tours de négociation. A contrario, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Sur la base des offres remises, l'acheteur éliminera les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières (offres non régularisables article R2152-2 du code de la commande publique) et engagera une négociation avec les offres régulières. Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'échange écrit, les candidats devront impérativement répondre via la plateforme Mégalis Bretagne.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur pourra attribuer le présent marché sur la base des offres initiales sans négociation.

3.2 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le programme fonctionnel (PF);
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Plans historiques de l'îlot 08 de la ZAC Morinais et récolement des réalisations ;
 - Plans EXE du programme KANOPY et récolement selon envoi de la MOA.

–

3.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4 PSE (prestation supplémentaires éventuelles)

La présente consultation ne contient pas de PSE.

3.5 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

3.7 Forme juridique du groupement

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

Un mandataire ne peut pas représenter plus d'un groupement d'entreprises.

Le groupement attributaire pourra être contraint d'assurer sa transformation, si cette transformation s'avère nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Dans ce cas, la forme imposée par le pouvoir adjudicateur après attribution sera :

Groupe ment conjoint avec mandataire solidaire
ou Groupe ment solidaire

3.8 Modalités de retrait du dossier de consultation

Les candidats devront télécharger le dossier gratuitement sur la plateforme de dématérialisation M égalis à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Dans le champ « Référence »

Indiquez le numéro de la consultation : **C2025-04**

Le dossier n'est pas disponible sous format papier, le retrait devra se faire exclusivement sur la plateforme M égalis. **Le soumissionnaire est fortement invité à renseigner lors du téléchargement du dossier de consultation, une adresse courriel électronique permettant de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les demandes de précisions, les modifications du DCE, le report de délais...**

Le service Achat Public (Tel : 02.99.29.75.45) de la Ville est à votre disposition pour vous accompagner lors du retrait du dossier de consultation, lors du dépôt votre candidature, et vérifier avec vous les éléments de candidature.

4. Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 Eléments nécessaires à la sélection des candidatures

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants) ;	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Certificats de qualifications et ou de qualité demandées aux candidats :

Libellés	Signature
Compétences souhaitées : <ul style="list-style-type: none">- Urbanisme et Paysage- VRD Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser **les formulaires DC1** (lettre de candidature) **et DC2** (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.1.1 Analyse des candidatures :

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2141-1 à L 2142-1 et R 2142-1 à R 2144-9 du Code de la commande publique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix jours. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique sont éliminées. Les candidats non retenus en sont informés conformément à l'article L 2181-1 du Code de la commande publique.

4.2 Eléments nécessaires au choix de l'offre

Le candidat précisera la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (avec la répartition des honoraires par membre du groupement) ;
- Un mémoire technique explicatif des dispositions que le candidat se propose d'adapter pour l'exécution des prestations présentant notamment :

Présentation de l'équipe dédiée et du rôle des intervenants :

- o Le soumissionnaire devra indiquer la composition de l'équipe, son organisation, ses compétences, la répartition des tâches entre chacun des membres de l'équipe ;
- o Le candidat devra présenter un tableau détaillant le temps passé par intervenants et par missions ainsi que le temps alloué au travail de terrain en phase d'études et en phase chantier.
- o Les CV du personnel dédié à la mission et leurs expériences.

Compréhension des enjeux (identification des enjeux, compréhension du programme) et méthodologie d'intervention

- o Le soumissionnaire présentera une note technique de synthèse de compréhension de l'opération et de ses enjeux. Il présentera les pistes de réflexions et orientations d'aménagement, considérant une approche spatiale, fonctionnelle et qualitative.
- o Le soumissionnaire présentera la méthodologie déployée et les moyens mis en œuvre pour répondre à la mission.

Le cahier des clauses techniques particulières, le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice font foi.

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les opérateurs économiques sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature et leur offre, les pièces justificantes qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner prévu à l'article R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur conseille vivement au soumissionnaire de préciser les éléments confidentiels de son offre couverts par le secret des affaires et à justifier par note détaillée écrite les motifs de couverture de ces éléments.

Cette démarche facilitera le respect du secret des affaires par le pouvoir adjudicateur, le cas échéant.

4.3 Certificat électronique et signature électronique

Les candidats sont informés que les pièces du marché seront exclusivement signées électroniquement. Conformément aux dispositions de l'article R.2182-3 du code de la commande publique, pour toute procédure passée en application du code de la commande publique, la signature électronique du marché public intervient à l'achèvement de la procédure. Toutefois, le candidat qui le souhaite peut signer sa proposition dès la remise de son offre.

Le candidat retenu (et ses éventuels sous-traitants) s'engage à s'équiper d'un certificat électronique et à signer électroniquement, au plus tard lors de l'attribution.

PRECISION : un document signé manuellement puis scanné n'a aucune valeur légale. Les entreprises doivent donc faire l'acquisition de certificat de signature électronique auprès d'un organisme habilité appelé autorité de certification.

L'acte d'engagement signé électroniquement par le candidat retenu doit l'être individuellement, au moyen d'un certificat de signature électronique, procédé d'identification fiable garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache. Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation. Le certificat doit être valide lors de la signature.

Catégories de certificats électroniques :

Les catégories de certificats de signature à utiliser pour signer électroniquement doivent appartenir à l'une des catégories suivantes (cf. article 2.I de l'arrêté du 15 juin 2012) :

- certificats de signature référencés PRIS V1
- certificats européens désignés par la commission européenne
- certificats délivrés par des autorités de certification française ou étrangère, répondant à des normes équivalentes au Référentiel Général de Sécurité (R.G.S.)

Sont autorisés tous les certificats de niveau** (2) minimum conformes au RGS, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité.



L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.

Formats de signature

Les formats de signature suivant sont acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

RECOMMANDATION IMPORTANTE

Pour la signature électronique, il est fortement conseillé au candidat retenu :

- d'utiliser un certificat référencé dans la liste approuvée par le ministère chargé de la réforme de l'Etat et par la commission Européenne,
- d'utiliser l'outil de signature proposé par la salle régionale de dématérialisation des marchés publics « Megalis Bretagne ».

Dans ces conditions la signature apposée bénéficiera d'une présomption de conformité.

Dans le cas contraire, il reviendra au candidat d'apporter au pouvoir adjudicateur les preuves de cette conformité.

Un tutoriel vous expliquant comment signer électroniquement au format PADES est disponible à l'adresse suivante :

<https://services.megalis.bretagne.bzh/tutoriel/signer-electroniquement-un-document-de-marche-via-mon-assistant-marches-publics/>

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

5. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La remise des candidatures et des offres est obligatoirement sous forme dématérialisée.

Le dépôt des plis électroniques s'effectue sur la plateforme des marchés Mégalis Bretagne et donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. Seule l'heure de fin de réception de la réponse électronique compte. L'heure limite retenue par la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.

Il faut donc prendre en considération le temps de l'envoi de la réponse électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Si une nouvelle offre est déposée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte. Le candidat en sera avisé.

L'accusé de réception est transmis sur l'adresse mail ayant servi à la création du compte entreprise créé pour l'utilisation de la plateforme Mégalis. Cette adresse mail sera utilisée pour l'ensemble des échanges pouvant intervenir au cours de la consultation.

L'entreprise pourra déclarer une autre adresse mail en adressant un mail au service achat : magali.collier@st-jacques.fr.

CONSEIL AUX CANDIDATS :

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. La collectivité encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- ...à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur la plateforme Megalis)
- ...en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation
- ...à contacter le support technique de la plateforme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés : le n° d'accès est : **0033 2 23 48 04 54**

5.1 Date limite de remise des plis

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le :

Le 3 avril 2025 à 12h00

Les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

COPIE DE SAUVEGARDE

Une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) peut être adressée dans ce même délai.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** », **le nom de la consultation sur l'enveloppe** et à adresser à Mairie de Saint-Jacques de la Lande, Service Achat Public 1 rue François Mitterrand 35136 Saint-Jacques de la Lande.

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article R2132-11 du code de la commande publique

Lorsqu'ils sont accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Lorsque le pli a été déposé par voie électronique sur la plateforme Mégalis, mais n'est pas parvenu au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des plis ou bien n'a pas pu être ouvert par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

6. Jugement des offres

Les offres jugées inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2, L.2152-3 et L.2152-3 du Code de la commande publique, seront éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement.

Le jugement des offres sera effectué selon les critères suivants (avec leur pondération) :

Intitulé des critères et sous-critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique Jugé au regard des éléments du mémoire technique	60/100
Sous-critère 1.1 : Composition de l'équipe et répartition des tâches	20/100
Sous-critère 1.2 : Compréhension de l'opération, méthodologie et pistes de réflexion	40/100
Critère n° 2 : Prix Jugé au regard du montant total HT des honoraires	40/100

L'acheteur notera les offres, critère par critère, selon la méthode suivante :

Critère n°1 Valeur technique, jugée au regard des éléments du mémoire technique du soumissionnaire

NB : Les informations demandées figurant sur un autre support que le mémoire technique ou pièces contractuelles, notamment plaquette commerciale, ne pourront être prises en compte lors de l'analyse des offres.

Critère n°2 prix de l'offre, jugée au regard de l'acte d'engagement et de la décomposition globale et forfaitaire

Le nombre de points maximum (40) sera attribué au candidat le moins-disant. Les autres candidats se verront décerner les points en fonction de la formule suivante :

$$\frac{\text{Prix du candidat le moins disant} \times 40}{\text{Prix du candidat}}$$

Le nombre de point sera arrondi au centième le plus proche.

UNE NOTE TOTALE PRENANT EN COMPTE LA VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE ET LE PRIX SERA ATTRIBUEE A CHAQUE CANDIDAT SUR 100 POINTS.

7. Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique soient obtenus. :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse commune aux questions posées lors de la consultation sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9. Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :

Instance chargée des procédures de recours : Greffe du tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex, tél. : 02-23-21-28-28, courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr, télécopieur : 02-99-63-56-84.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex, tél : 02-23-21-28-28, courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr, télécopieur : 02-99-63-56-84.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.